

# Attestation sur l'honneur de situation

Prénom : \_\_\_\_\_

Nom : \_\_\_\_\_

N° de Sécurité sociale :

**J'exerce actuellement ou j'ai exercé une activité salariée ou rémunérée (artisan, commerçant, à domicile...) au cours des 12 derniers mois.**

☐ Oui ☐ Non

Si oui, je fournis mes bulletins de salaire, mon attestation de chiffre d'affaires, mon extrait Kbis... en fonction de la situation.

**Je perçois actuellement ou j'ai perçu des allocations France Travail au cours des 12 derniers mois.**

☐ Oui ☐ Non

Si oui, je fournis toutes mes attestations de paiements de France Travail mentionnant les salaires bruts perçus.

**Je perçois ou j'ai perçu au cours des 12 derniers mois des indemnités journalières de la Sécurité sociale ou de la MSA suite à un arrêt de travail.**

☐ Oui ☐ Non

Si oui, je fournis une attestation mentionnant les indemnités journalières perçues au cours de cet arrêt (que votre arrêt soit toujours en cours ou non).

**J'ai liquidé ma retraite, formulé une demande de départ à la retraite ou j'envisage de le faire.**

☐ Oui ☐ Non

Si oui, ma date de départ notifiée est le

Ou ma date de départ envisagée est le

**Attention :** Tout au long de l'année, vous devez impérativement nous signaler tout changement de situation sans délai en cas de reprise d'activité, de complément d'activité ou de départ à la retraite...

La non déclaration d'un changement de situation génère des indus que vous devrez rembourser.

J'atteste sur l'honneur l'exactitude des renseignements portés ci-dessus et reconnais avoir été informé(e) que la présente déclaration engage ma responsabilité en cas de faux ou usage de faux selon l'article 441-7<sup>(1)</sup> du Code pénal et en cas d'escroquerie ou tentative selon les articles 313-1<sup>(2)</sup> et 313-3<sup>(3)</sup> du Code pénal.

Fait à : \_\_\_\_\_ Le

Signer en écrivant « Lu et approuvé »  
et en rappelant votre prénom et nom :

NB : Le rappel de votre prénom et nom en mentionnant « lu et approuvé » dans le champ réservé vaut signature.

**En cas de non-réponse ou de réponse incomplète, non signée ou non cochée, le paiement de votre rente complémentaire sera suspendu.**

(1) Article 441-7 - Indépendamment des cas prévus au présent chapitre, est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende le fait :

- 1. d'établir une attestation ou un certificat faisant état des faits matériellement inexacts ;
- 2. de falsifier une attestation ou un certificat originellement sincère ;
- 3. de faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié.

Les peines sont portées à trois ans d'emprisonnement et à 45 000 € d'amende lorsque l'infraction est commise en vue de porter préjudice au Trésor public ou au patrimoine d'autrui.

(2) Article 313-1 - L'escroquerie est le fait, soit par l'usage d'un faux nom ou d'une fausse qualité, soit par l'abus d'une qualité vraie, soit par l'emploi des manœuvres frauduleuses, de tromper une personne physique ou morale et de la déterminer ainsi, à son préjudice ou au préjudice d'un tiers, à remettre des fonds, des valeurs ou un bien quelconque, à fournir un service ou à consentir à un acte d'obligation ou de décharge.

L'escroquerie est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 375 000 € d'amende.

(3) Article 313-3 - La tentative des infractions prévues par la présente section est punie des mêmes peines. Les dispositions de l'article 311-12 sont applicables au délit d'escroquerie.

PRIMA - SA au capital social de 30 489 803,45 € entièrement libéré - Entreprise régie par le Code des assurances - Membre d'AG2R LA MONDIALE et du GIE AG2R.

Siège social : 37, boulevard Brune 75014 PARIS - 333 193 795 RCS Paris.

Les données personnelles collectées et traitées sont nécessaires aux fins de l'exécution du contrat. Ces informations sont obligatoires et ne sont destinées qu'aux services compétents intervenant dans ce cadre ainsi qu'aux tiers dûment habilités lorsque cette communication est strictement nécessaire pour la (ou les) finalité(s) déclarée(s). Les données personnelles recueillies ne sont pas conservées au-delà des durées applicables de prescription et de conservation des documents comptables. Toute personne concernée peut demander l'accès, la rectification, l'effacement, une limitation ou opposition au traitement, la portabilité de ses données, ou introduire une réclamation ou des directives post mortem en écrivant à : PRIMA SA, 37 boulevard Brune, 75014 PARIS